

käufer die Stellung der andern Korporationsgenossen erwirbt. Daraus ergibt sich für den Fall, daß die andern Korporationsgenossen ein Recht auf unveränderten Fortbestand der bestehenden Statuten nicht haben, die Konsequenz, daß ein solches Recht auch den Eingekauften nicht zusteht.

6. Selbst wenn übrigens die Korporationsgemeinde Oberägeri als privatrechtliche Korporation betrachtet werden müßte, so wäre zu beachten, daß die Allmendgüter, wie erwähnt, Eigentum der Korporationsgemeinde und nicht der Korporationsgenossen sind, daß den letztern zustehende Nutzungsberecht aber ihnen keineswegs entzogen, sondern nur bezüglich der Ausübung von der Erfüllung gewisser Bedingungen abhängig gemacht wird, deren Erfüllung gewiß nicht als unmöglich erscheint.

Nach dem Gesagten ist der Refuris gegen den regierungsrätslichen Entscheid, insoweit derselbe den Korporationsbeschluß vom 1. April 1894 betrifft, abzuweisen.

7. Bezüglich des Beschlusses vom 1. Mai 1892 ist zu bemerken, daß der zugerifhe Regierungsrat denselben wegen Ver-spätung abgewiesen hat. Die Refurrenten behaupten nun gar nicht, daß der Regierungsrat durch Erklärung der Ver-spätung zu ihrem Nachteil die Verfassung verletzt habe. Vielmehr beschlagen ihre Ausführungen nur die materiellrechtliche Seite der Streitfrage; da nun der Regierungsrat sich mit derselben, und zwar gewiß mit Recht, nicht befaßt hat, so muß angenommen werden, daß die betreffenden Ausführungen direkt gegen den Beschluß der Korporation gerichtet seien. Da jedoch derselbe vom 1. Mai 1892 datiert, so war ein Refuris dagegen am 21. März 1895 offen-bar ver-spätet.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Die Refuris des alt Regierungsrat Ruzbaumer-Schell und Konforten und des Benedikt Ruzbaumer werden abgewiesen.

#### Vierter Abschnitt. — Quatrième section.

#### Staatsverträge der Schweiz mit dem Auslande.

#### Traité de la Suisse avec l'étranger.

#### I. Staatsverträge über civilrechtliche Verhältnisse.

##### Rapports de droit civil.

Vertrag mit Frankreich vom 15. Juni 1869.

Traité avec la France du 15 Juin 1869.

#### 53. Arrêt du 11 avril 1894 dans la cause Semelet.

L'abbé Paul Semelet, à Briante (canton de la Châtre, département de l'Indre, France), héritier de l'abbé Gonaut, en son vivant aumônier de l'hôpital du Midi, à Paris, a été reconnu, par jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 15 mars 1878, créancier du sieur Jules de Boursetty d'une somme de 5077 francs, pour argent prêté à ce dernier par le défunt en 1873.

De Boursetty étant venu se domicilier à Middes, district de la Glâne, canton de Fribourg, où il est propriétaire, l'abbé Semelet, par mémoire du 13 novembre 1894, a demandé au tribunal cantonal de Fribourg l'exequatur du jugement français, invoquant les art. 15 et suivants du traité franco-suisse du 15 juin 1869, combiné avec l'art. 653 du C. p. c. fribourgeois, lequel dispose à ses alinéas 2 et 3 ce qui suit :

« A l'égard des jugements rendus par les tribunaux étrangers au canton, l'admissibilité de l'exécution sera préalablement examinée par le tribunal cantonal.

» S'il est reconnu que le jugement peut être exécuté, il sera assimilé à un jugement rendu par un tribunal du canton. »

Avant de demander l'exequatur au tribunal cantonal, l'abbé Semelet avait fait signifier à son débiteur, le 4 octobre 1894, un commandement de payer, auquel de Boursetty avait fait opposition.

Le représentant de de Boursetty, sans entrer en matière sur le fond, a opposé à la demande d'exequatur devant le tribunal cantonal un déclinatoire, soutenant que ce tribunal est incompétent, en l'état, pour accorder ou refuser l'exequatur, au regard de l'art. 81 de la loi fédérale sur la poursuite et la faillite, lequel dispose, au 3<sup>me</sup> alinéa :

« Si le jugement a été rendu dans un pays étranger avec lequel il existe une convention sur l'exécution réciproque des jugements, l'opposant peut faire valoir les moyens réservés dans la convention, »

Par décision du 24 décembre 1894, le tribunal cantonal s'est déclaré incompétent, a déclaré fondé le déclinatoire soulevé par la partie de Boursetty, et a renvoyé l'abbé Semelet à se pourvoir devant le président du tribunal de la Glâne, compétent pour connaître de la mainlevée de l'opposition de Jules de Boursetty. Cette décision est motivée en substance comme suit :

Par la disposition, ci-haut reproduite, de l'art. 81 de la loi fédérale sur la poursuite, le législateur a entendu garantir, d'une part, au créancier porteur d'un jugement rendu en France, le droit de requérir la mainlevée de l'opposition; d'autre part, au débiteur opposant celui de faire valoir, dans le procès sur opposition, les moyens réservés dans le traité franco-suisse de 1869. Il s'ensuit évidemment que c'est le juge compétent en mainlevée qui l'est également pour prononcer sur les moyens d'opposition réservés par le traité, et partant, sur les conditions requises pour l'exequatur, ordonner ou refuser celui-ci. Cette modification entraîne l'abroga-

tion partielle de la procédure d'exécution en vigueur dans le canton de Fribourg, et enlève au tribunal cantonal en cette matière la compétence qui lui était dévolue par l'art. 653 du C. p. c., pour la confier au président du tribunal d'arrondissement, appelé à connaître de la mainlevée de l'opposition.

Semelet recourt au Tribunal fédéral contre cet arrêt, qui lui paraît constituer une violation de l'art. 16 de la convention franco-suisse.

*Statuant sur ces faits et considérant en droit :*

1<sup>o</sup> Le recours invoque la violation d'un traité international, et la compétence du tribunal de céans est incontestable aux termes de l'art. 182, alinéa 2 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

2<sup>o</sup> Au fond le recours est dépourvu de fondement. L'art. 16 de la convention franco-suisse, sur lequel le recourant se fonde, porte précisément, à son 4<sup>e</sup> alinéa, qu'il sera statué sur la demande d'exécution, en Suisse, par l'autorité compétente dans la forme prévue par la loi.

Or la question de savoir quelle est dans un canton l'autorité compétente en matière d'exequatur est une question de droit cantonal, d'organisation judiciaire et de procédure qui échappe à l'appréciation du Tribunal fédéral; elle se trouve d'ailleurs résolue en fait, d'une manière différente dans les cantons, dont quelques-uns placent cette matière dans la compétence des tribunaux, tandis que d'autres la réservent aux attributions du pouvoir exécutif. Ce point n'intéresse pas la substance même du traité franco-suisse, et c'est seulement dans le cas où l'autorité, chargée par le droit cantonal de prononcer en matière d'exequatur, aurait violé une disposition du dit traité, ou s'il n'existe pas, dans un canton, d'autorité qui veuille se nantir, qu'un recours pourrait être porté devant le Tribunal fédéral pour violation de la convention de 1869.

3<sup>o</sup> Dans l'espèce le tribunal cantonal fribourgeois a admis que la loi fédérale sur la poursuite pour dettes avait modifié la compétence résultant, jusqu'à la mise en vigueur de cette loi, de l'art. 653, alinéa 2 du C. p. c. cantonale.

En renvoyant en conséquence le demandeur en exequatur à

procéder devant le juge de l'opposition à la poursuite qu'il estimait compétent, le tribunal cantonal n'a fait que se conformer à l'art. 11 du traité, lequel dispose « que le tribunal suisse ou français devant lequel sera portée une demande qui ne serait pas de sa compétence, devra d'office renvoyer les parties devant les juges qui en doivent connaître. »

Le tribunal cantonal eût-il prononcé d'une manière contraire, et retenu la cause en s'estimant compétent en vertu du même art. 653, l'intervention du Tribunal fédéral comme Cour de droit public n'en serait pas davantage justifiée en la cause.

C'est donc au juge de l'opposition à la poursuite qu'il appartient, dans cette situation, de statuer sur la question d'exequatur, laquelle n'est pas préjugée et demeure intacte.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral  
prononce :

Le recours est écarté.

---

## II. Auslieferung. — Extradition.

### 54. Urteil vom 17. April 1895 in Sachen Knittel.

A. Durch Haftbefehl des Untersuchungsrichters beim Königlich Württembergischen Landgerichte Nördlingen vom 17. Mai 1893 wird der katholische Pfarrer Fridolin Knittel von Wachendorf beschuldigt, er habe im Sommer und Herbst 1891 zu Wachendorf, Oberamt Horb, als Geistlicher, mit einer noch nicht 14 Jahre alten Schülerin wiederholt, jedoch in einer rechtlich einheitlichen Handlung, unzüchtige Handlungen vorgenommen, indem er etwa fünf- bis sechsmal aus lusterner Fleischeslust derselben die Kleider in die Höhe hob, sie am bloßen Unterleib zwischen den Beinen berührte, sie die Beine spreizen ließ, und einen Finger in ihre Geschlechtsstiele einführte (Verbrechen gemäß §§ 176 Nr. 3, 174 Nr. 1, 73 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches).

buches). Gestützt auf diesen Haftbefehl stellte das Königlich Württembergische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten mit Note vom 22. März 1895, auf Grund des Art. 1 Ziff. 8 des schweizerisch-deutschen Auslieferungsvertrages, beim schweizerischen Bundesrat das Gesuch um Auslieferung des sich in Hergiswyl (Nidwalden) aufhaltenden Knittel.

B. Der Requirierte erhob gegen die Auslieferung Einsprache, weil im schweizerisch-deutschen Auslieferungsvertrag das Vergehen, dessen er beschuldigt werde, gar nicht angeführt sei, und weil ihm das Königlich Württembergische Oberamt Horb am 21. August 1894 einen Heimatschein für fünf Jahre ausgestellt habe, trotzdem diesem Oberamt alles bekannt gewesen sei.

C. Der Generalanwalt der Eidgenossenschaft bemerkte: Die Regierungen der Vertragsstaaten seien offenbar der Ansicht gewesen, daß unter dem in Art. 1 Ziff. 8 des schweizerisch-deutschen Auslieferungsvertrages erwähnten Auslieferungsdelikt nur Notzucht im engern Sinne (Art. 177 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches) zu verstehen sei. Im Jahre 1888 sei bei Deutschland die Auslieferung eines wegen Verübung unzüchtiger Handlungen mit Kindern unter 14 Jahren Verurteilten nachgesucht und dabei bemerkt worden, daß das Auslieferungsbegehren bei Annahme einer erweiternden Auslegung von Ziff. 8 als begründet erscheine, zumal Handlungen, wegen derer der Requirierte verurteilt worden, ausdrücklich in § 176 Ziff. 3 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches vorgesehen seien und somit einen Tatbestand bilden, der in diesem Gesetzbuche mit der Notzucht im eigentlichen Sinne auf die gleiche Stufe gestellt und mit der nämlichen Strafe bedroht werde; die deutsche Reichsregierung sei dieser Auffassung beigetreten (Bundesblatt II, 1888, S. 815). Das Bundesgericht habe in zwei Fällen ähnlicher Art, wie der vorliegende, sich dahin ausgesprochen, daß im Sinne des Auslieferungsvertrages der Begriff der Notzucht nicht auf die Notzucht im engern Sinne, das stuprum violentum, zu beschränken, sondern in derjenigen weiteren Bedeutung aufzufassen sei, in welcher er auch den (vollendeten oder versuchten) Missbrauch unreifer Mädchen zum Beischlaf umfasse (Bundesgerichtliche Entscheidungen XII, S. 136; XVIII, S. 181). Es liege demnach eine von den beiden Vertragsstaaten gegenseitig zugegebene und von der kompetenten Gerichtsbehörde ebenfalls

anerkannte ausdehnende Interpretation des Art. 1 Ziff. 8 des Auslieferungsvertrages vor, wonach ein Vergehen im Sinne des Art. 176 Ziff. 3 des Reichsstrafgesetzes als ein Auslieferungsdelikt betrachtet werde, sofern die Handlung sich als ein Missbrauch eines Mädchens unter 14 Jahren zum Beischlaf darstelle. Nach Maßgabe des Haftbefehls sei nun die dem Requirierten zur Last gelegte Handlung eine solche, welche im Sinne der erwähnten Interpretation die Auslieferung begründe.

D. In zwei Eingaben an das Bundesgericht, denen ein Rechtsgutachten des Reichstagabgeordneten Gröber in Berlin beigefügt war, führte der Requirierte im wesentlichen aus: Der schweizerisch-deutsche Auslieferungsvertrag greife von den verschiedenen Unzuchtsdelikten nur zwei heraus: Notzucht und Kuppelei mit minderjährigen Personen. Beide Delikte seien strafrechtlich sowohl im Gesetz wie in der Wissenschaft genau und klar definiert, und zwar in einem Sinne, daß das, was nach allgemein juristischem Sprachgebrauch als bloße unzüchtige Handlung bezeichnet werde, nicht darunter falle. Auch der vom Bundesgericht seiner Zeit gefallte Entschied in Sachen Straßburger (Bundesgerichtliche Entscheidungen XII, S. 137) könne als Präjudiz für den vorliegenden Fall nicht herangezogen werden; wenn der Versuch des Beischlafes mit einem unreifen, widerstandslosen Mädchen allenfalls auch unter einen allgemeinen Begriff Notzucht gesetzt werden könne, so wäre es doch gewiß zu weit gegangen, bloße unzüchtige Berührungen als Notzucht zu behandeln. Eine ausdehnende Interpretation des im Auslieferungsvertrag enthaltenen Begriffes der Notzucht sei überhaupt umstätthaft. Wäre sie aber auch zugelässig, so könnte sie nur darin bestehen, die einzelnen Tatbestandsmerkmale in einem weiteren, als dem gewöhnlichen Sinne auszulegen; d. h. man könnte von diesem Standpunkte aus höchstens dazu gelangen, den Begriff der Notzucht auf einen Zwang zur Duldung beischlafähnlicher Handlungen auszudehnen, und damit Fälle zu treffen, welche als gewaltsame Bornahme unzüchtiger Handlungen an einer Frauensperson unter § 176 Ziff. 1 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches fallen.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Der Entschied über das vorliegende Auslieferungsbegehrten hängt einzig davon ab, ob die dem Requirierten zur Last gelegte

Handlung unter den im Auslieferungsbegehrten angerufenen Art. 1 Ziff. 8 des schweizerisch-deutschen Auslieferungsvertrages vom 24. Januar 1874 falle. Gemäß Art. 1 Abs. 4 des Auslieferungsgesetzes vom 22. Januar 1892 kann zwar der Bundesrat, wenn zwischen der Schweiz und dem ersuchenden Staate ein Auslieferungsvertrag besteht, auch wegen einer im Vertrage nicht vorgesehenen strafbaren Handlung die Auslieferung bewilligen, sofern dieselbe nach diesem Gesetze statthaft ist. Da jedoch das Auslieferungsbegehrten ausschließlich auf den Staatsvertrag gestützt wird, und eine Erklärung des Bundesrates, daß er die Auslieferung eventuell auch gestützt auf das Auslieferungsgesetz zu bewilligen beabsichtige, nicht vorliegt, so ist vom Bundesgerichte einzig zu prüfen, ob die Voraussetzungen der Auslieferung nach dem erwähnten Staatsvertrag gegeben seien.

2. Während nun das Auslieferungsgesetz in Art. 3 Ziff. 12 die Auslieferung allgemein wegen Unsittlichkeiten mit Kindern oder Pflegebefohlenen gestattet, greift der schweizerisch-deutsche Staatsvertrag unter den Sittlichkeitsverbrechen nur zwei heraus, die Notzucht und die Kuppelei mit minderjährigen Kindern (Art. 1 Ziff. 8 und 9). In Frage kommt hier ganz offenbar nur der erstere Verbrechensbegriff, die Notzucht. Der Requirierte bestreitet, daß er wegen dieses Deliktes verfolgt werde, indem ihm laut dem Haftbefehle lediglich die Bornahme unzüchtiger Handlungen mit einem Kinde (gemäß §§ 176 Nr. 3 und 174 Nr. 1 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches), nicht aber eine auf die Ausübung des außerehelichen Beischlafes gerichtete Handlung zur Last gelegt werde. Über den Begriff der Notzucht im Sinne des schweizerisch-deutschen Auslieferungsvertrages hat sich das Bundesgericht wiederholt dahin ausgesprochen, daß dieser Begriff nicht auf die Notzucht im engern Sinne, das stuprum violentum, beschränkt sei, sondern daß auch der (vollendete oder versuchte) Missbrauch unreifer Mädchen zum Beischlaf darunter falle (Bundesgerichtliche Entscheidung in Sachen Straßburger, Amtliche Sammlung XII, S. 139, Erw. 2, und in Sachen Wittig, Amtliche Sammlung XVIII, S. 184, Erw. 3). Diese Interpretation kann nicht etwa mit dem Hinweis darauf angefochten werden, daß Strafgesetze enge interpretiert werden müssen; denn es handelt sich nicht um die Auslegung einer Strafsatzung, son-

gern um diejenige eines Rechtshilfevertrages, und hier kann jedenfalls von einem Zwang zur strikten Auslegung nicht die Rede sein. An der in den genannten Entscheiden getroffenen Auslegung ist vielmehr durchaus festzuhalten, und erscheint daher der Tatbestand der Notzucht nicht schon dadurch ausgeschlossen, daß dem Knittel eine Gewalthandlung nicht vorgeworfen wird. Dagegen gehört als wesentliches Merkmal zum Tatbestand der Notzucht eine auf Vollziehung des Beischlafes gerichtete Handlung. Je nachdem die Handlung des Täters diesen Charakter trägt oder nicht, fällt dieselbe unter den Begriff der Notzucht, oder unter einen weiteren Begriff der unzüchtigen Handlungen. Nun geht die im Haftbefehl enthaltene Anschuldigung in der Tat nicht dahin, daß der Requirierte bei seinen Manipulationen auf die Ausübung des Beischlafes ausgegangen sei; seine Handlungen werden darin vielmehr als Verbrechen im Sinne des § 176 Abs. 3 (Vornahme unzüchtiger Handlungen mit Personen unter 14 Jahren oder Verleitung derselben zur Verübung oder Täuschung solcher Handlungen) und § 174 Nr. 1 (Vornahme unzüchtiger Handlungen seitens Wurmündler, Geistlicher, u. s. w. mit Pflegebefohlenen und minderjährigen Schülern) des deutschen Reichsstrafgesetzbuches bezeichnet; von dem die Notzucht beschlagenden Paragraphen (§ 177) des Reichsstrafgesetzbuches schweigt der Haftbefehl. Es muß daher angenommen werden, daß dem Knittel in der Tat nur das in den citerierten Bestimmungen des Reichsstrafgesetzbuches enthaltene geringere Delikt der Vornahme unzüchtiger Handlungen mit Minderjährigen, nicht aber eine unter den Begriff der Notzucht fallende Handlung zur Last gelegt werden sollte. Die auf Grund des Auslieferungsvertrages nachgesuchte Auslieferung ist somit, da es sich nicht um ein in diesem Vertrage vorgeesehenes Auslieferungsdelikt handelt, zu verweigern.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Die nachgesuchte Auslieferung des Fridolin Knittel wird nicht bewilligt.

## B. CIVILRECHTSPFLEGE

### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CIVILE

#### I. Abtretung von Privatrechten. — Expropriation.

##### 55. Urteil vom 14. Juni 1895 in Sachen Schmidlin gegen Centralbahn.

A. Der Urteilsantrag der Instruktionskommission geht dahin:

1. Die Schweizerische Centralbahngesellschaft hat an Frau Schmidlin-Tanner die Summe von 10,000 Fr. (zehntausend Franken) samt Zins à  $4\frac{1}{2}\%$  seit 1. Februar 1894 zu bezahlen, in der Meinung, daß das Abbruchsmaterial der Anlagen der Expropriatin der letztern verbleibt. Mit ihren weitergehenden Anträgen sind beide Parteien abgewiesen.

2. Die Instruktionskosten mit 100 Fr. werden der Centralbahngesellschaft auferlegt; die außergerichtlichen Kosten sind wettgeschlagen.

B. Dieser Urteilsantrag wurde von der Expropriatin zuerst bedingt angenommen; nachdem aber die Bahn dessen Annahme verweigerte, zog auch die Expropriatin ihre Annahmerklärung zurück.

C. Bei den heutigen Verhandlungen halten beide Parteien an den in ihren Rekurschriften gestellten Anträgen fest; eventuell beantragt der Vertreter der Expropriatin Bestätigung des Urteilsantrages, der Vertreter der Bahn dagegen Reduktion der Entschädigung auf 5000 Fr. mit Zinspflicht seit Oktober 1894.